



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 09 AVRIL 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille quinze le neuf avril à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	57

Objet de la  
délibération:

**Exonération de la  
Taxe d'Enlèvement  
des Ordures  
Ménagères 2016 du  
Domaine des  
Canebières**

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, STRAMBIO Richard, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, DUFOUR Sophie, MARCEL Frédéric, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, DUBOIS Brigitte, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MAGAUD Fabrice, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, VIGIER Alain

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Francine FIORINI pouvoir à Jacques MICHEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Sylvie FRANCIN, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Alain VIGIER, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

**ABSENT(S) :**

BOYER Liliane, CHARDES Bernard, LEGRAIEN Françoise, NICCOLETTI Christine, SENES Sylvain, VECCHIO Valéria

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Madame Marie-Christine GUIOL

**RAPPORTEUR** : Monsieur Serge BALDECCHI

Transmis le : 23 AVR. 2015

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise  
Affiché le 23 AVR. 2015

Les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements peuvent décider par délibération de modifier, dans le cadre de la loi, certaines dispositions régissant les modalités d'établissement des impôts locaux, notamment de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

Dans ce cadre, le Domaine des Canebières situé sur la commune du Muy procède lui-même à la collecte, au transport et à l'élimination des déchets ménagers produits sur site. En effet, des contrats avec un prestataire privé ont été signés pour effectuer ces prestations.

Les habitations situées dans ce domaine n'ont donc pas recours au service communautaire d'enlèvement des ordures ménagères.

Cette situation remplit les conditions d'exonération de TEOM citées à l'article 1521-III-2 du Code général des impôts.

En conséquence, au vu de l'avis de la Commission des finances du 3 avril 2014, il est proposé au Conseil d'agglomération d'approuver l'exonération de la TEOM pour le Domaine des Canebières, situé sur la commune du Muy, pour l'année 2016.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 09 avril 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.